

### Commerce extérieur

Je connais bien le ministère de l'Industrie et du Commerce. Il y a deux types de réactions. La première est excellente. Quand il s'agit d'agir en catastrophe, pour empêcher la fermeture d'une entreprise ou pour en rescaper une autre à bout de souffle, comme cela s'est produit dans ma circonscription, il est au-dessus de tout éloge. Il y a au ministère du personnel excellent, et il est dommage qu'il soit toujours obligé de se précipiter au dernier moment.

Mais quand il s'agit de préparer l'avenir ou simplement d'y penser, nos sauveteurs sont vraiment lamentables. Comme absence de planification au gouvernement, ce ministère est vraiment champion, et ce n'est pas peu dire. Peut-être suis-je trop méchant, mais c'est à se demander si cela vient de ce qu'il ne sait pas conseiller le gouvernement, ou si c'est le gouvernement qui rejette ses conseils. En toute franchise, c'est le gouvernement j'imagine qui doit porter la responsabilité de ce qui va mal.

Les uns après les autres, les ministres, et il y en a eu pas mal à l'Industrie et au Commerce, sont venus à la Chambre faire des gorges chaudes de l'idée même de stratégie industrielle. Je suis content qu'il ait eu un, au moins, qui ait fait une suggestion à ce sujet, même si elle est inadéquate—et je reviendrai là-dessus—car cela montre au moins qu'on en reconnaît la nécessité. A quoi sert d'aller négocier des concessions à Tokyo quand on ne connaît ni nos besoins, ni les retombées que ces négociations auront? C'est comme faire l'amour dans le noir. Les partenaires savent sûrement à quoi s'en tenir, mais personne d'autres ne sait ce qui se passe.

**M. Nystrom:** Vous en êtes sûr? Avec toutes les mouches qu'on installe un peu partout.

**M. Saltsman:** Nous ignorons ce qui se passe. Nous ne savons même pas quelles industries il faut développer et encourager. La stratégie industrielle du gouvernement, pour peu qu'il y en ait une, a été de parler de certaines choses qu'il avait faites et d'autres qu'il avait acceptées, un point, c'est tout. C'est aller au petit bonheur, ça, ce n'est pas une stratégie, ce n'est pas de la planification. Voilà pourquoi nous sommes en si fâcheuse posture.

Le ministre, c'est normal, doit insister sur le bon côté de la position commerciale du Canada. Il a brandi une liste de statistiques sur la hausse des exportations dans tous les domaines, mais il a pris bien soin de passer sur les importations car tout son échafaudage se serait écroulé. La quantité des exportations n'importe guère. Ce qui compte dans le commerce international, ce sont les termes de l'échange. Retirons-nous quelque chose de notre commerce? Pour vous donner une idée de l'attitude qui a toujours eu cours au ministère de l'Industrie et du Commerce, je rappellerai un certain ministre qui se félicitait de ce que nos exportations aient augmenté de 17 p. 100. C'était merveilleux, mais nous avions également augmenté nos importations de 18 p. 100. Ce ministre n'arrivait pas à comprendre que nous avions subi une perte nette. C'était comme la grande fête des cadeaux chez les Indiens: nous étions en train de semer nos produits aux quatre vents sans en retirer aucun bénéfice net.

[M. Saltsman.]

Mais pourquoi donc fait-on du commerce? Parce qu'on veut obtenir quelque chose de plus ou, espère-t-on, telle chose que l'on désire en échange de choses qu'on veut donner. On espère réaliser un profit. Mais nous avons commercé dans le vide. Nous nous enorgueillons d'être l'un des grands pays commerçants du monde, mais le commerce en soi n'est pas important: ce qui importe, ce sont les conditions des échanges commerciaux. Le commerce extérieur des États-Unis représente moins de 5 p. 100 de leur produit national brut. Cela en fait-il pour autant un pays moins riche? Le taux de notre commerce extérieur est infiniment plus élevé que celui-là, et pourtant, plus notre commerce augmente et plus nous y perdons à bien des égards. Le ministre s'est bien gardé d'expliquer ce genre de rapport à la Chambre parce qu'il ne le pouvait pas. S'il avait tenté de l'expliquer, il serait devenu évident que nous nous enfonçons de plus en plus dans un déficit, particulièrement dans le secteur délicat des industries créatrices d'emploi. Notre situation commerciale est l'une des plus mauvaises qui soient dans le monde. Nos échanges commerciaux sont davantage ceux d'un pays sous-développé que d'un pays industrialisé.

● (1652)

Les ministres ont imputé l'absence de stratégie industrielle à un certain nombre de facteurs. Ils se monquent sans cesse de nous en disant qu'une stratégie est impossible et que, de toute façon, nous n'en avons pas besoin. Lorsque l'opposition les presse suffisamment, ils parlent parfois de stratégie sectorielles pour l'industrie des textiles ou celle de l'ameublement, sans trop comprendre le rôle de l'une ou de l'autre dans l'économie. Ils peuvent pérorer longuement là-dessus, mais il y en a un de temps à autre qui a l'honnêteté et la franchise de reconnaître que c'est une chose politiquement difficile.

Je le concède. Vous avisez-vous d'élaborer des plans et des projets, vous suscitez des difficultés. Le plus facile, c'est encore de ne rien faire. C'est la solution que le gouvernement actuel a adoptée, préférant choisir la facilité et ne rien faire. Il a dit que les Canadiens sont des enfants gâtés. C'est le gouvernement qui en a pourri, monsieur l'Orateur. Il n'a rien fait en ce domaine, et il s'étonne ensuite que l'économie soit dans l'état où elle est.

Si j'ai bien compris ce que j'ai entendu, le gouvernement semble évoluer vers une plus grande libéralisation du commerce international. Il agit comme a agi le gouvernement du Royaume-Uni lorsque celui-ci a constaté qu'il ne pouvait diriger l'économie. Il a voulu adhérer au Marché commun, non pas en raison des avantages évidents qu'il en retirait, mais parce qu'il y voyait un moyen de discipliner son économie. Le gouvernement actuel s'oriente vers une plus grande libéralisation du commerce, même s'il pourrait s'engager dans d'autres voies. Il reconnaît qu'il ne sait pas comment il doit agir en l'occurrence et il se contente d'envoyer les Canadiens au diable, certain que ceux-ci sont capables de tout supporter et qu'ils survivent toujours. Autrement dit, le gouvernement s'en remet à la communauté internationale pour faire ce qu'il craint de faire lui-même et dont il ne veut pas assumer la responsabilité. Il préfère ne pas savoir qu'un coup de pied au ventre peut être joliment douloureux et même mortel.